

Point de presse conjoint de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Kofi Annan, Secrétaire général de l'ONU, sur les attentats terroristes à New York et à Washington, à New York le 19 septembre 2001.

M. KOFI ANNAN - Mesdames, Messieurs, bonjour. Je vois que nous sommes au grand complet ici, c'est rare. Il faut que ce soit Jacques CHIRAC pour que vous vous soyez tous déplacés comme cela !

Nous avons eu avec le Président un déjeuner de travail très productif. Nous avons parlé des problèmes et de la nécessité pour toutes les nations du monde de se réunir pour lutter contre le fléau du terrorisme.

Nous avons également parlé de la nécessité de s'attaquer à la question d'une manière faisant preuve d'un sens des responsabilités. L'attaque du 11 septembre a été condamnée par tout le monde et nous sommes tous conscients du fait que, si c'est arrivé ici, cela peut se produire n'importe où dans le monde. Et, dans le cadre des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, il faut prendre des dispositions pour ne pas mettre en cause les musulmans, les peuples de la région, mais simplement les auteurs du crime.

Nous avons également parlé d'autres questions telles que le processus de paix au Moyen-Orient, la situation en Macédoine et les conflits en Afrique, en particulier au Congo.

LE PRESIDENT - Je voudrais d'abord remercier le Secrétaire général. Chacun sait le respect et l'estime que nous portons à l'institution et à son chef et je voudrais lui dire ma gratitude pour l'accueil qu'il nous a réservé et l'intérêt que j'ai eu à évoquer l'ensemble des principaux problèmes qui se posent au monde d'aujourd'hui avec lui.

Par ailleurs, je suis venu ici et j'ai eu l'occasion, hier, de rencontrer le Président BUSH et de faire avec lui le point, notamment, bien entendu, mais pas seulement, de la situation au lendemain de cet épouvantable attentat qui a, à la fois, choqué et révolté le monde entier. Puis nous avons évoqué les autres problèmes. J'ai souhaité à cette occasion dire au Président BUSH la détermination, d'abord la solidarité de la France, cela va de soi, mais aussi sa détermination à participer à cette lutte contre le terrorisme qui doit aujourd'hui prendre une ampleur et une priorité nouvelles. Et aussi sa disponibilité à discuter avec l'ensemble des Etats, et les Etats-Unis, des modalités les mieux adaptées pour éradiquer le terrorisme de la planète.

Ce matin, c'est avec une très grande émotion, une très forte émotion, que je suis allé saluer le Maire de New York, que j'ai visité avec lui les installations et le Centre de commandement des opérations d'urgence et que j'ai également survolé l'endroit qui a été attaqué. Voilà ce que j'ai fait.

Je suis heureux d'avoir cette occasion, avec le Secrétaire Général, de répondre aux questions que vous souhaiteriez lui poser, pour ce qui le concerne, ou à moi, pour ce qui me concerne.

QUESTION - Monsieur le Secrétaire Général, Monsieur le Président, l'un des problèmes les plus graves, c'est la question de savoir si le Conseil de sécurité va devoir donner une autorisation pour toute action éventuelle qui pourrait être prise par les Etats-Unis. J'aimerais que le Président nous indique s'il pense qu'une telle autorisation est nécessaire. Monsieur le Secrétaire Général, vous avez dit que vous étiez préoccupés de ce que cette coalition tienne et que tout soit fait d'une

façon permettant de maintenir l'unité qui s'était fait jour. Avez-vous des idées concrètes à ce sujet ?

M. KOFI ANNAN - Permettez-moi de dire tout d'abord que le Conseil de sécurité a agi très rapidement et a adopté une résolution sur cette question. Non seulement le Conseil a agi promptement mais la décision a été prise à l'unanimité. Le Conseil de sécurité a joué un rôle important par le passé, par exemple lors de la guerre du Golfe et au cours d'autres situations. A mon avis, ce qui est important c'est que la coalition soit aussi vaste que possible et comprenne tous les pays, en tout cas le plus grand nombre de pays possible, car il s'agit d'une question qui nous préoccupe tous. La mise en garde que j'ai essayé de lancer, c'est à propos d'une tendance qui est apparue dans certains milieux, qui pourrait entraîner un clivage au sein de la communauté internationale. Il ne faut pas désigner du doigt les gens du Moyen-Orient ou les personnes à la peau plus foncée. Il ne faut mettre personne à l'index. Les sociétés sont multiculturelles, aujourd'hui, et si on essaie de pourchasser des individus, nous allons diviser nos propres sociétés, que ce soit ici ou en France, ou en Suède, ou en Angleterre. Et, en plus, il y aura un conflit entre le monde islamique et le monde non-islamique, ce qui n'est pas une bonne chose. Nous devons nous axer sur les auteurs du crime, mettre sur pied une vaste coalition de nations prêtes à lutter contre le terrorisme et je crois que le Conseil de sécurité, que l'Assemblée générale nous ont donné les fondements pour développer cette action.

LE PRESIDENT - Je partage tout à fait le point de vue du Secrétaire général, j'ai donc peu de choses à ajouter. Je rappelle, c'est vrai, que le Conseil de sécurité s'est prononcé, très vite, à l'unanimité, et vous me permettrez d'ajouter, à l'initiative de la France.

Mais au-delà de cet aspect particulier des choses, je voudrais souligner que la lutte contre le terrorisme est à l'évidence devenue une priorité absolue dans le monde d'aujourd'hui. La capacité de certains groupes fondamentalistes, terroristes, fanatiques, à utiliser à la fois les technologies les plus modernes et aussi toutes les facilités que donnent les régimes démocratiques fait qu'il y a là un danger dont nous devons prendre conscience, qui exige un rassemblement de l'ensemble des peuples et des nations qui reconnaissent certaines valeurs de la dignité humaine, qui suppose un renforcement considérable des moyens mis en oeuvre de façon collective et sur la longue durée, dans le domaine de la police, de la justice, du renseignement, etc... Et tout ceci ne pourra se faire de façon efficace que dans un contexte international accepté et, de ce point de vue, il faut bien reconnaître que l'ONU est la meilleure instance capable de rassembler les énergies, de les coordonner et de mettre en oeuvre des politiques. L'ONU a déjà beaucoup fait. Il y a une douzaine de conventions internationales contre le terrorisme qui ont été mises en oeuvre par l'ONU, mais c'est encore très insuffisant. Je crois qu'aujourd'hui, on comprend que c'est dans ce forum que l'on peut mobiliser le mieux les énergies pour lutter, pour éradiquer par tous les moyens conformes à nos valeurs, naturellement, le terrorisme.

J'ajoute un dernier point, je partage naturellement sans réserve le point de vue du Secrétaire général. Il ne faut surtout pas confondre ces groupes fondamentalistes, terroristes et fanatiques avec le monde arabe ou le monde musulman. Ce serait une erreur capitale, ce serait profondément injuste et ce serait surtout tomber dans le piège que, précisément, les terroristes nous tendent, eux qui souhaiteraient voir intervenir ce que quelqu'un a appelé le choc des civilisations et qui est le monde de l'absurde.

QUESTION - Monsieur le Président, le Président BUSH parle d'une guerre. Si les Etats-Unis décidaient une riposte militaire à ce terrorisme dans le cadre de ce combat, que ferait la France ?

LE PRESIDENT - Le combat contre le terrorisme est effectivement une forme moderne, encore inconnue, de la guerre. Alors, qu'on l'appelle guerre, conflit, lutte, peut importe. C'est la réalité. La riposte des Etats-Unis, si je comprends bien, est actuellement en cours de définition. Elle devra naturellement être à la fois adaptée et efficace. Et tel est bien, m'a-t-il semblé, le sentiment du Président George BUSH. En tous les cas, tel que je l'ai compris lors de nos entretiens d'hier. Et la France, je peux vous le dire, ne restera pas à l'écart d'un combat contre un fléau qui défie toutes les démocraties. Aujourd'hui, hélas, New York a été dramatiquement

atteint, mais demain cela peut être Paris, Berlin ou Londres.

Alors, bien entendu, la France déterminera les modalités et la nature de sa contribution après, ce qui est normal, avoir fait son évaluation et après s'être concertée avec les autres Européens, et avec les Américains, cela va de soi, c'est-à-dire avec tous ses partenaires. Mais je le répète une fois de plus, l'action à mener va très au-delà d'une riposte militaire, même si celle-ci est nécessaire. C'est la mise en oeuvre d'une véritable action coordonnée sur le long terme pour éradiquer le terrorisme.

QUESTION - Monsieur le Président, saisissant l'occasion de votre présence aujourd'hui et étant donné que la France a une importante communauté musulmane, quelles mesures ont été prises par le gouvernement pour garantir qu'aucune mesure punitive ne sera faite de la part des citoyens Français, d'autant plus que des événements de même nature ont eu lieu ici aux Etats-Unis ou ailleurs ?

LE PRESIDENT - La France a effectivement une importante communauté musulmane qui représente entre 4 et 5 millions de personnes, probablement 4 millions et demi environ, dont beaucoup sont originaires d'Afrique du Nord. Je peux vous dire qu'en France, la réaction condamnant de la façon la plus totale les attentats contre New York et Washington, la réaction a été unanime. Chez les Musulmans, chez les Chrétiens, chez les Juifs, chez ceux qui n'appartiennent pas à une religion, elle a été unanime.

Vous savez, il y a eu quelque chose d'intéressant. Un sondage a été fait il y a trois ou quatre jours en France par un important institut de sondage d'où il ressortait que 96% des Français étaient solidaires des Etats-Unis. Je n'ai pas le souvenir d'un tel accord national, d'une telle cohésion nationale, si bien que ce n'est pas un problème chez nous de musulmans ou de non musulmans. D'ailleurs, dans toutes les villes de France, il y a eu des manifestations oecuméniques où étaient ensemble les représentants des cultes musulmans, chrétien, juif, orthodoxe. Cela a été absolument unanime. Donc, dans l'état actuel des choses, nous n'avons pas en France de problèmes de communauté. Et je souhaite que cela reste ainsi, naturellement.

QUESTION - Monsieur le Président, toute la presse américaine souligne que vous êtes le premier chef d'Etat à venir ici aux Etats-Unis. Avez-vous pensé aux conséquences que cela pourrait avoir pour la France et craignez-vous des attentats en France suite à cette visite ?

LE PRESIDENT - La France, hélas, n'ignore pas ce que sont les attentats. Elle a été victime à plusieurs reprises d'attentats, non pas de l'ampleur de ceux qui ont visé New York et Washington, mais, tout de même, des attentats qui ont fait un certain nombre de morts et de blessés. Les derniers ont eu lieu il y a six ans maintenant. C'est une raison de plus pour la France de se sentir solidaire de ceux qui sont aujourd'hui victimes des attentats et déterminée dans sa participation à une lutte sans merci contre les terroristes et les groupes terroristes. Nous sommes tout à fait unanimes sur ce point en France.

QUESTION - Monsieur le Président, si on coupe la tête à BEN LADEN, deux têtes pousseront à sa place. La plupart des experts sont d'accord, le terrorisme islamique est nourri par le fait que la plupart des nations arabes sont enlisées dans la pauvreté, sous des dictatures, et surtout parce que le conflit entre Israël et la Palestine se poursuit. Ma question comprend trois parties. Premièrement, êtes-vous déçu par le fait que la réaction de Monsieur BUSH, pour l'instant, n'a été que de parler d'action militaire ? Deuxièmement, ne pensez-vous pas que le moment est venu pour un effort final, peut-être, pour résoudre le conflit israélo-palestinien ? Troisièmement, est-ce que vous avez parlé en privé au gouvernement BUSH à propos d'une telle initiative ?

M. KOFI ANNAN - Permettez-moi de dire que, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, je crois que le Président a indiqué tout un éventail de mesures qui seront nécessaires si on veut vaincre le terrorisme et qui doit participer à cette lutte. En tant qu'élément de cette lutte, nous devrions intensifier nos efforts pour nous attaquer aux causes profondes que vous avez évoquées, à savoir les conflits, la pauvreté, l'ignorance et le racisme. Et, effectivement, les personnes qui sont désespérées, qui sont en plein désarroi, sont facilement recrutées par des organisations terroristes. Je crois que cette idée est acceptée de façon générale et je sais que les planificateurs à Washington en sont conscients.

Nous avons déjà vu un fait nouveau positif sur le front du Moyen-Orient et je crois que tout un

nous avons déjà vu un fait nouveau, positif, sur le front du Moyen-Orient et je crois que tout un chacun se rend compte que nous devons agir. Je crois que les deux protagonistes et les pays qui essaient de relancer le processus de paix au Moyen-Orient sont déterminés à aller de l'avant. Et j'espère que l'évolution positive que l'on a vue dans la région, où le Président ARAFAT a parlé d'un cessez-le-feu inconditionnel, a donné des instructions pour que la violence cesse, où les Israéliens donnent également des instructions et commencent à retirer leur force de Jenine et d'ailleurs, eh bien, nous espérons qu'au cours des prochains jours, cela conduira à une rencontre entre le ministre des Affaires étrangères, M. PERES, et le Président ARAFAT. Ainsi nous verrons ce mouvement positif s'amplifier. Mais les causes profondes, il faut s'y attaquer. Cela fait tout à fait partie du processus. Et j'ai eu des discussions avec Washington. Nous en avons parlé.

LE PRESIDENT - Je n'ai rien à ajouter à ce qu'a dit le Secrétaire général.

QUESTION - Monsieur le Secrétaire général, s'il n'y a pas d'intervention militaire internationale, quelles peuvent être les mesures concrètes prises par l'ONU ?

M. KOFI ANNAN - Je crois que le Conseil de sécurité peut agir. Ils sont en train de discuter quel genre de suites il faut donner à la résolution. Ils sont en discussion entre eux, avec les autres. Il y a même une possibilité de réunion ministérielle sur cette affaire. Mais, évidemment, maintenant, on a besoin d'action concrète, de coopération entre les Etats membres. En plus, l'Assemblée générale est en train de discuter une convention contre le terrorisme. On a déjà douze conventions. Cette année, je crois qu'avec ce que l'on a vécu la semaine dernière, on doit pouvoir vraiment aller en avant et terminer la treizième convention qui va couvrir tout ce que nous sommes en train de discuter maintenant, qui va imposer certaines obligations aux Etats membres et les encourager à agir ensemble et coopérer.

QUESTION - Aujourd'hui, nous avons appris la possibilité de la participation d'un certain nombre de Gouvernements pour ce qui est d'accueillir et d'appuyer les actes terroristes qui ont eu lieu. Certains organismes des Nations Unies remettent d'actualité des plans de réserve concernant l'Irak. Vous venez de Washington, est-ce que l'Irak est impliqué, est-ce qu'on doit penser que l'Irak se trouve dans la liste des gouvernements mentionnés par le ministre américain de la justice ? Est-ce qu'il faut se préparer à une frappe contre l'Irak ? Au-delà de la réunion entre M. PERES et M. ARAFAT, ne pensez-vous pas que cette réunion est déjà dépassée par les événements, je pense au plan Mitchell, notamment ? Avez-vous quelque chose de plus concret ?

M. KOFI ANNAN - Non, permettez-moi de vous dire que lorsque vous parlez de remettre d'actualité, je ne sais pas s'il y a des plans très développés que l'on pourrait remettre d'actualité. Lorsqu'il y a une importante tragédie comme celle que nous vivons, qui a des répercussions dans le monde entier, il est prudent que l'on prenne des mesures dans différentes parties du monde pour se protéger. C'est ce que nous faisons : rien de plus, rien de moins.

Quant à la question du Moyen-Orient et du plan Mitchell, je voudrais vous dire que la réunion entre M. PERES et le Président ARAFAT, qui va avoir lieu, c'est une réunion qui devrait en fin de compte aboutir à la mise en oeuvre du plan Mitchell et permettre un retour à la table des négociations, que l'on négocie sur la base des résolutions de l'ONU, sur la base du principe de l'échange de la terre contre la paix. C'est un cadre d'action qui ramène à la table des négociations et je crois que c'est ce que tout un chacun souhaite.

LE PRESIDENT - Premièrement, je le répète, et George BUSH l'a dit clairement hier, pas d'amalgame entre les fondamentalistes terroristes et le monde arabe musulman. Là, ce serait tomber dans le piège qu'on nous tend et ce serait profondément injuste.

Deuxièmement, cela veut dire que la sanction doit porter sur les terroristes identifiés et, éventuellement, sur les pays ou les groupes dont on a la preuve qu'ils ont apporté une aide à ces groupes terroristes identifiés. Il y a donc, en quelque sorte, au-delà de la riposte américaine, qui doit obéir à ces deux règles, et c'est bien celles qu'a rappelé le Président, il y a une double action : celle qui consiste à identifier les groupes terroristes et à tout faire pour les neutraliser, c'est à dire les prendre et les remettre à la justice. Tout faire pour cela.

Et, troisièmement, pour le permettre, mettre en oeuvre des moyens nouveaux, concertés, sur la longue durée, qui concernent tous les pays, d'où le rôle irremplaçable de l'ONU, et qui intéressent la police, la justice, l'armée, naturellement, mais aussi la lutte contre l'argent sale qui

finance le terrorisme, les mesures à prendre dans les domaines techniques, comme à l'Organisation internationale des télécommunications ou à l'Organisation internationale de l'aviation civile. Donc, il y a une politique coordonnée permettant de découvrir les actions des groupes terroristes, d'identifier ces groupes et, les ayant identifiés, de les neutraliser. Les neutraliser, cela veut dire les prendre et les remettre à la justice. Et ceci suppose une augmentation considérable à la fois de nos moyens, de notre détermination et surtout de notre cohésion, de notre concertation. Ce n'est pas le combat d'un seul pays, c'est le combat de l'ensemble de la communauté internationale attachée aux droits de l'Homme, à la dignité humaine, et qui doit se défendre contre des assassins qui, au-delà du crime, font n'importe quoi pour remettre en cause la liberté et les droits de l'Homme.

QUESTION - Vous avez survolé, ce matin, en compagnie du Maire de New York, les décombres, le site. J'aimerais avoir vos impressions sur l'ampleur de la destruction, puisque jusqu'à maintenant, vous aviez vu les images à la télévision. Vous les avez vus de vos propres yeux, ce matin, quelles ont été vos impressions ?

LE PRESIDENT - C'est naturellement une image, mais, quand on voit cela, on a envie de pleurer, en imaginant l'ensemble des hommes, des femmes, peut-être des enfants, qui ont péri et que l'on ne retrouvera pas, car ils ont été en quelque sorte désintégrés. Non seulement on les a tués, mais on a même rendu impossible le fait de leur rendre le dernier hommage, c'est-à-dire les obsèques. Cela dépasse l'imagination. On peut remonter loin dans l'Histoire, et Dieu sait que l'Histoire a connu des drames humains dus à la violence ou à la bêtise, mais là, je crois que l'on a atteint des sommets. J'ajoute qu'effectivement, vous avez raison de le dire, lorsqu'on survole l'endroit, on est beaucoup plus frappé par la réalité des choses que lorsqu'on voit des photos ou un écran de télévision. Je n'avais pas moi-même réalisé combien la chose était poignante et combien on avait touché, au-delà même de ce que l'on ne peut même pas qualifier, au-delà du crime, combien on avait touché le fond de la bêtise humaine.